Élections : nos premiers commentaires

(Pages 4 à 12 nos informations et les réactions)

Super Portfolio
MONTANT DU JOUR : + 298
100 000 F à gagner
(Cahier « Economie » saumon, page 60)

LE FIGARO
premier quotidien national français

PICARD
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
4 gammes de serrures **PICARD** se sont vu décerner la note maximum « **3 Etoiles** » A2P ★★★ par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances
LISTE DES INSTALLATEURS AU 42.33.44.55 +

★ X X **LUNDI 17 MARS 1986** (N° 12 921) – ÉDITION DE 5 HEURES – **PRIX : 4,50 F**

ISSN 0182-5852

Majorité absolue à l'opposition parlementaire

Les socialistes désavoués

● *Effondrement du parti communiste* ● *Percée du Front national.*

Les socialistes ont perdu le pouvoir. Les premières estimations sur les résultats de élections législatives prévoyaient, dans la soirée d'hier, une majorité de 300 sièges environ pour le R.P.R., l'U.D.F. et les divers droite (la majorité absolue se situe à 289 sièges).

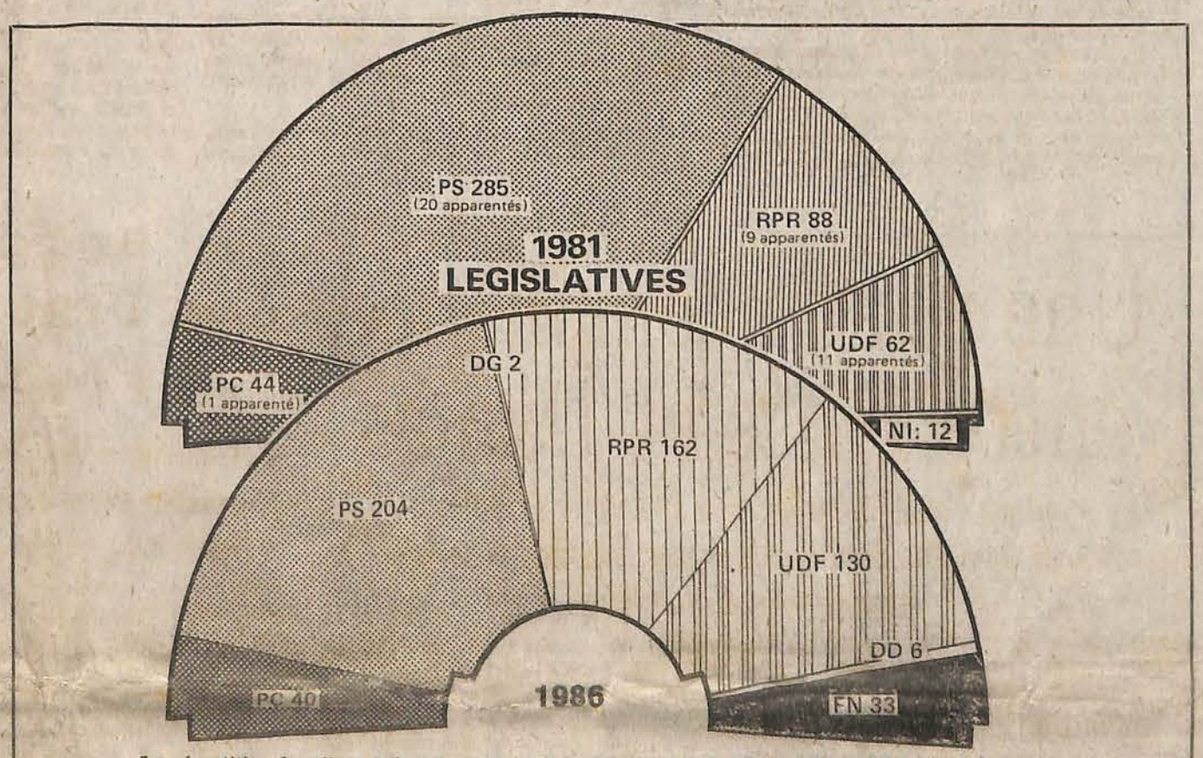
● **Au sein de la droite,** le R.P.R. représente la principale formation de la nouvelle majorité avec une avance de quelque 20 sièges sur l'U.D.F.

● **Le parti socialiste et le M.R.G.,** avec quelque 30 % des suffrages, obtiendraient environ 200 sièges. Ils réalisent leurs gains aux dépens du parti communiste qui, avec 10 % des suffrages, aurait moins de 40 sièges.

● **Les abstentions** ont été relativement nombreuses. Elles ont été voisines de 23 %.

● **Ces estimations** restaient sujettes à révision. En effet, le mode de scrutin proportionnel semble avoir rendu plus difficile les estimations des instituts de sondage. Par ailleurs, sur les 22 sièges en compétition dans les D.O.M.-T.O.M., la droite peut en obtenir 18.

● **Le président de la République,** une heure avant la fermeture des bureaux de vote, a souhaité, à Château-Chinon, où il venait de déposer son bulletin dans l'urne, que les deux camps, droite et gauche, fassent preuve de sagesse dès le 17 mars.



La répartition des sièges telle qu'elle résultait des législatives de 1981 et telle qu'elle ressort de la consultation d'hier, selon les premières estimations.

La victoire

L'opposition a gagné. Elle va devoir à la fois exploiter et dominer sa victoire.

L'exploiter. **Car ni le scrutin proportionnel, ni la désinformation, n'ont réussi à dissoudre la volonté populaire. Les Français ont mis fin au malentendu du printemps 1981. Ils ont confirmé leur refus catégorique de la socialisation de la France. Bien plus. Ils ont mandaté les nouveaux élus pour donner corps à l'idée libérale, qui n'avait jamais été vraiment admise chez nous.**

Envoyer à l'Assemblée une majorité nouvelle contre le vœu du Président, c'est rompre avec une coutume de vingt-huit ans.

Depuis 1958, le président était à la fois le chef de l'Etat et le véritable chef du gouver-

PAR ALAIN PEYREFITTE

nement, *son* premier ministre n'étant que le premier de *ses* ministres : ainsi le voulait la concordance entre ses orientations politiques et celles de la majorité de l'Assemblée. Cette concordance n'existe plus. Il faut donc s'en tenir strictement à la Constitution. Que prévoit-elle dans ce cas ? Que le gouvernement gouverne et que le président préside.

La Ve République est un régime non présidentiel, mais parlementaire. Elle ne permet pas au président, comme aux États-Unis, de gouverner s'il ne dispose pas de la majorité parlementaire.

François Mitterrand aura donc à nommer un premier ministre dans la nouvelle majorité en sachant que, pour l'essentiel, le pouvoir sera exercé non plus à l'Elysée mais à Matignon. Un premier ministre et un ministre pressentis ne devront accepter d'être nommés que s'ils ont la garantie de pouvoir mettre en œuvre la « plate-forme pour gouverner ensemble ».

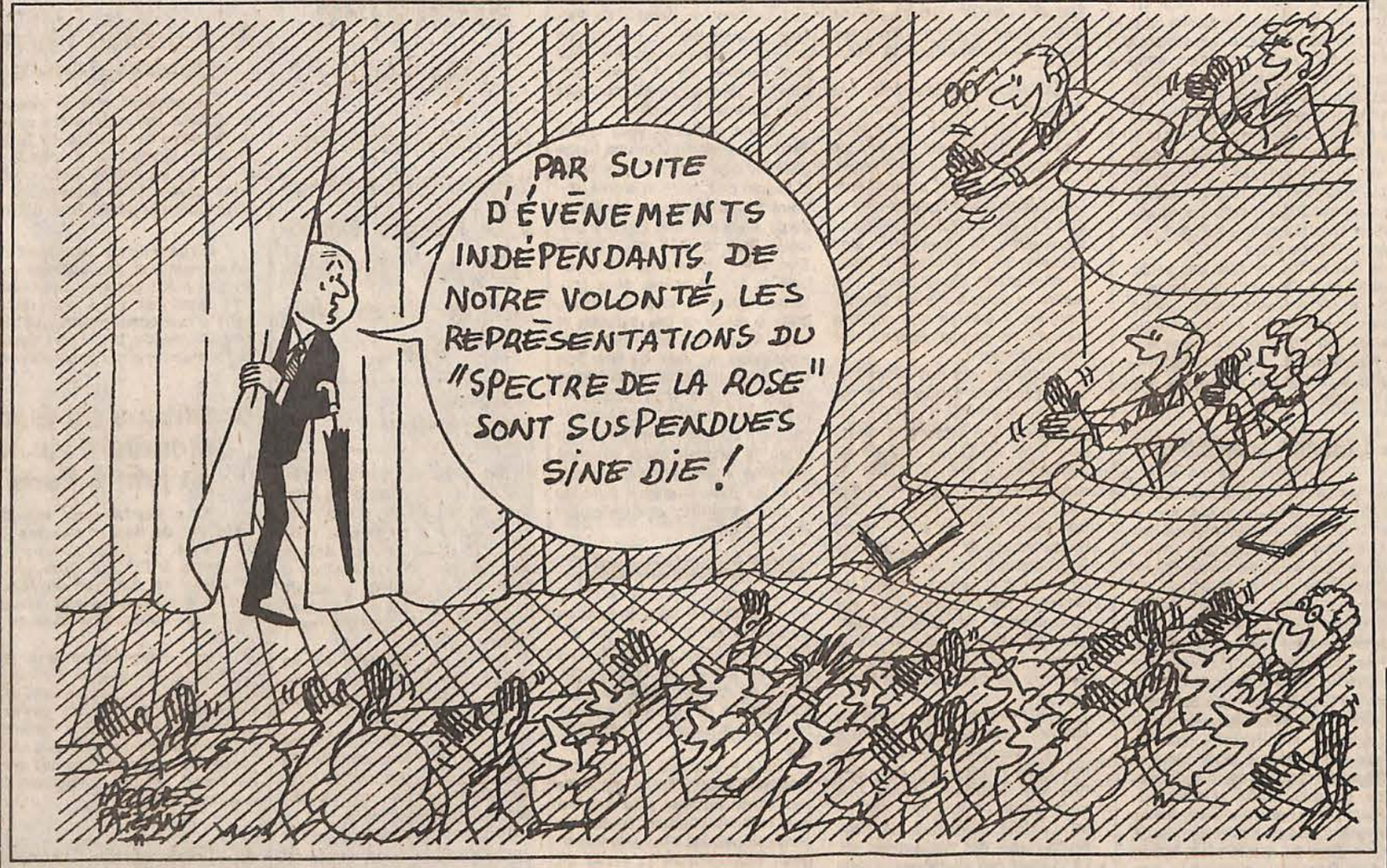
●

La nouvelle majorité n'en devra pas moins *dominer* sa victoire : chasser l'esprit de revanche, éviter le triomphalisme et le sectarisme, se garder d'humilier le président.

S'incliner devant la volonté populaire n'est pas déchoir. Que le premier ministre soit choisi sans esprit de manœuvre, de telle sorte qu'il puisse s'attirer la confiance de l'Assemblée et en garder unie la majorité. Que le gouvernement et la nouvelle majorité puissent légiférer promptement pour réaliser leur programme et d'abord débarrasser la France des structures marxistes mises en place entre 1981 et 1983. Bref, que le président ne prête pas au soupçon de conspirer avec l'opposition de gauche. Qu'il soit le garant de l'unité nationale.

François Mitterrand a pris l'engagement d'appliquer la Constitution. S'il s'y tient, le plus « présidentialiste » des présidents, après avoir été le plus « parlementariste » des opposants, deviendrait le premier des présidents parlementaires. Renonçant à un manichéisme stérile, le chef de l'Etat et les vainqueurs du scrutin, ensemble, s'élèveraient à la hauteur de l'intérêt national.

Est-ce rêver ? Peut-être est-ce trop attendre de la sagesse des hommes...



CAVALIER SEUL

Droits

AINSI, les socialistes sont arrivés en fin de droits. L'idée qu'un droit peut finir quand l'État n'a plus d'argent est une idée à eux.

Il leur revenait donc de l'expérimenter.

C'est fait. Mais qu'ils se consolent : ils reviendront. Les Français sont parfois cruels, mais ils sont changeants.

Pour ma part, un chiffre m'intéresse beaucoup plus que les autres dans ce scrutin : celui des voix communistes.

Il y en a encore — mais peu. Tout le mérite en revient à leurs alliés socialistes. Cette justice est à leur rendre. Il est équitable de les remercier après les avoir remerciés.

André FROSSARD.

Demain, le tableau complet des résultats, département par département

En raison de la complexité du dépouillement, nous ne sommes pas en mesure de publier de résultats dans nos premières éditions.

Pages 4 à 11 :

- **Les leçons d'un scrutin** (PATRICE-H. DESAUBLIAUX)
- **Et maintenant, que va-t-il se passer ?** (PIERRE PELLISSIER)
- **P.S. : les grandes manœuvres** (JEAN BOTHOREL)
- **Les premières réactions des hommes politiques et une déclaration de François Mitterrand**
- **L'ensemble de nos informations et nos tableaux**

Aujourd'hui
notre supplément

économie

avec ce numéro et
sans augmentation du prix

Toute l'actualité et 35 pages d'offres d'emplois

Pages 13, 14 et 27, 28

Notre cahier jaune :
Toute l'actualité sportive

ÉLECTIONS

Le parti socialiste a perdu le pouvoir

L'opposition a déjoué le piège de la proportionnelle

La gauche obtient l'un de ses plus mauvais scores aux législatives depuis 1962.

La gauche et les socialistes ont subi un échec. Cet échec atteint le président de la République. Dès 20 heures, avant même de connaître les résultats définitifs des législatives, tous les sondages, toutes les estimations s'accordaient sur ces deux points. Deux points essentiels, « incontournables », selon le mot à la mode.

En dépit de tous leurs efforts, les socialistes et le président de la République n'ont pu empêcher l'opposition parlementaire U.D.F., R.P.R. et divers droite d'obtenir la majorité absolue. Une majorité absolue un peu chiche en début de soirée mais qui, progressivement, devait s'élargir.

Echec des socialistes et du président de la République ? En décidant de changer la loi électorale, ils avaient en vue deux objectifs. D'abord semer la division dans le camp adverse. Ensuite faire en sorte qu'aucune majorité ne se dégage. Leur raisonnement était d'une simplicité biblique : « Puisque nous ne pouvons obtenir un succès ni, a fortiori, une majorité, faisons en sorte que nos adversaires, eux, n'atteignent ni succès ni majorité. Nous aurons gagné si la France n'a pas de majorité. »

Le P.C. reste dans le rouge

Pas de majorité, cela signifiait que le président de la République pourrait « jouer » sur tous les claviers pour constituer ses propres majorités un moment avec la gauche, un moment avec la droite, un moment avec une partie de la gauche et une partie de la droite.

Or le résultat des législatives montre que les Français ont déjoué le piège de la proportionnelle : durant la campagne, l'U.D.F. et le R.P.R. ne se sont pas divisés. En votant, les électeurs ont donné une majorité absolue au R.P.R. et à l'U.D.F.

Si on entre dans les détails du scrutin, plusieurs remarques peuvent être faites.

1. La gauche a réalisé hier l'un de ses plus mauvais scores à des législatives depuis plus de vingt ans. P.C., P.S. extrême gauche et divers gauche plafonnent à 45 % alors qu'il lui est arrivé, pas seulement en 1981, d'atteindre les 50 % et même de les dépasser.

3. Au sein de cette majorité le déséquilibre s'accentue. Le P.C. espérait bien sortir de la zone rouge des 10 % où il était tombé aux européennes de 1984. Il n'y parvient pas. En revanche, le P.S. est parvenu à attirer une grande partie des voix des divers gauche qui s'étaient dispersées sur des petites listes aux européennes. S'il y est parvenu, c'est sans nul doute une raison de l'engagement du chef de l'État qui a provoqué à gauche un certain effet légitimiste.

Rééquilibrage R.P.R.-U.D.F.

3. Du côté du R.P.R. et de l'U.D.F., le premier enseignement de ces législatives est le rééquilibrage entre les deux formations. Rééquilibrage relatif dont l'importance n'aura pu être apprécié qu'au vu des résultats complets. R.P.R. et U.D.F. ont joué la carte de l'union. Il est bon qu'ils en tirent l'un et l'autre un bénéfice. Le deuxième enseignement est que le score de l'opposition parlementaire (environ 44 %) est tout à fait comparable à celui de la liste Veil aux européennes de 1984 – ce qui est une bonne performance puisqu'elle met cette opposition parlementaire au niveau de la gauche à la différence près – et elle est importante – que cette opposition est unie alors que la gauche est non seulement désunie mais déchirée.

4. Ces législatives apportent une confirmation : le Front national, qui avait réussi une belle percée en 1984, après avoir été inexistant en 1981, et même aux municipales de 1983, reste dans la zone des 10 %. Comme son implantation est très contrastée selon les départements et les régions, cela veut dire que la formation de Jean-Marie Le Pen atteint et même dépasse les 15 % dans plusieurs secteurs, notamment dans le Midi.

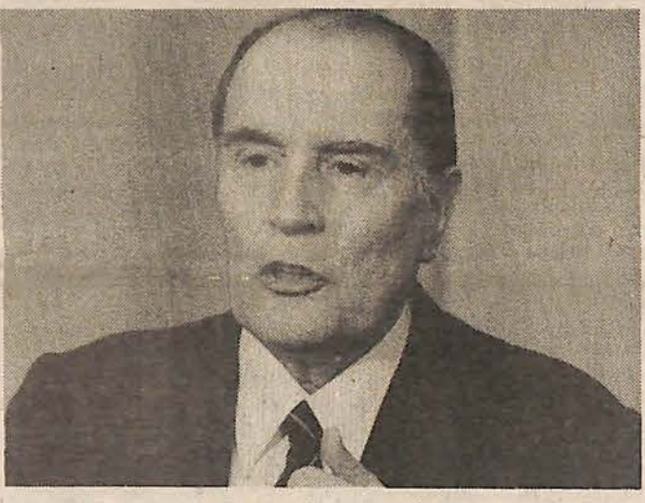
Conséquence : le Front national entre à l'Assemblée nationale. Il devient l'une des cinq grandes formations ayant une représentation parlementaire. C'est un succès mais pas le grand succès, celui qui aurait été constaté si les voix des élus du Front national avaient été sollicitées par l'opposition parlementaire pour obtenir la majorité absolue.

Echec pour la gauche ; majorité absolue pour l'opposition parlementaire. Ces constatations auraient été plus nettes avec une loi électorale plus « franche », moins « biseautée ». La proportionnelle reste un scrutin de division et de confusion. Son objet n'est pas de donner des majorités mais de les casser. S'il y a eu hier une majorité, c'est un accident au regard de la logique de ce mode de scrutin – un mode de scrutin que R.P.R. et U.D.F. ont condamné et auquel ils entendent renoncer pour revenir au scrutin majoritaire.

L'un des participants hier à l'un des nombreux débats télévisés a dit que ces législatives donnaient satisfaction à tout le monde, lapalissade, pourrait-on dire, car au soir de toutes les élections toutes les formations affichent le sourire et font contre mauvaise fortune bon cœur. Cependant il est vrai que le P.S. réalise un score supérieur à ses prévisions, que l'U.D.F. et le R.P.R. obtiennent la majorité absolue et que le Front national s'installe parmi les grands. Reste le P.C. qui n'a pas de raison de pavoiser. Reste enfin François Mitterrand qui lui aussi a subi un échec. Comme l'a dit Alain Madelin : hier deux Français sur trois ont dit « non » à la politique conduite par le président de la République. Jamais depuis 1958 un chef de l'État n'a été aussi minoritaire. Cet aspect des choses a été peu souligné dans les débats télévisés, mais lui aussi est incontournable.

Patrice H. DESAUBLIAUX.

Mitterrand : un appel à la sagesse



« ... Je ne suis pas sectaire. »

Une heure avant la fermeture des bureaux de vote, le président François Mitterrand a souhaité hier à Château-Chinon, où il était venu voter, que les deux camps, droite et gauche, fassent preuve de *« sagesse »* dès le 17 mars, affirmant qu'il était lui-même *« dans cette disposition d'esprit »*, tout en estimant que les choses *« pourraient être plus compliquées »* en cas de victoire de l'opposition actuelle aux législatives.

S'exprimant au cours d'une conversation informelle avec les journalistes, avant de regagner Paris, le chef de l'État a notamment confié : *« Les choses devraient être plus compliquées, elle pourraient l'être, c'est plus simple quand on s'adresse à des amis. »*

Interrogé sur son emploi du temps dans les prochaines heures, il a répondu qu'il allait prendre d'abord connaissance des résultats dans la soirée à Paris. *« Je me coucherai relativement tôt »*, a-t-il dit, avant d'ajouter : *« Ma journée commencera vers 9 heures à l'Élysée et à partir de là les affaires sérieuses vont commencer. »*

Invité à envisager l'hypothèse d'une cohabitation avec un gouvernement de droite, il a rappelé qu'en 1978, au moment où cette hypothèse aurait pu se présenter, mais dans l'autre sens, il avait déclaré : *« Il faut que chacun y mette un peu de sagesse. »*

« Le président est le président, il n'y a pas de raison de le bousculer », a-t-il alors ajouté avant de noter : *« Je ne sais pas ce que feront les autres, mais moi je suis dans ces dispositions. »*

Quand on lui demande s'il avait une idée sur ce qui va se passer à partir d'aujourd'hui, le chef de l'État a répondu : *« Oui. Mais elle peut être corrigée car je ne suis pas sectaire. Je ne vois pas ce que le dogme aurait à faire dans ces moments. Finalement, il y aura un gouvernement et un président. »*

Et à la question de savoir avec quelle personnalité de l'opposition installée à Matignon il s'entendrait le mieux, il a remarqué : *« Les affinités politiques et les affinités personnelles ne collent pas toujours (...) mais le problème du gouvernement de la France ne se résume pas à cette question. »*

« La démocratie est faite pour que les gens vivent ensemble dans les mêmes institutions », *a observé M. Mitterrand qui considère que le mot* « cohabitation » *qu'il continue de récuser,* « laisse supposer une sorte d'arrangement politique presque programmatique ».

Affirmant encore qu'il faudra *« éviter de mettre de l'huile sur le feu »*, le chef de l'État a fait valoir qu'il y a *« des institutions qui ont le mérite essentiel d'être la loi reconnue ». « On les applique tant qu'elles ne sont pas changées »*, a-t-il dit.

Quant à l'issue du scrutin législatif pour l'actuelle majorité socialiste à l'Assemblée nationale, il a déclaré : *« Je ne suis pas aveugle (...) Même si le parti socialiste remporte un certain succès, il ne dispose pas d'alliances lui permettant d'avoir une claire majorité. »*

Il a relevé que les socialistes sont aujourd'hui dans une *« situation aisée »* faisant valoir qu'au temps où il en était le premier secrétaire, le P.S. n'avait jamais dépassé 23 % des suffrages et qu'au premier tour de l'élection présidentielle il avait recueilli 36 % des voix. *« Ce soir, le P.S. sera plus haut. Il est en progrès continu (...) Le socialisme en France est une idée qui continue son chemin ascendant, mais plus on monte plus on s'essouffle »*, a-t-il poursuivi.

Comme on lui faisait observer que les Français ont souvent manifesté le souhait de voir la gauche et la droite gouverner ensemble, le chef de l'État a noté que *« l'opinion publique est souvent œcuménique ».*

« C'est un besoin, c'est un rêve de l'opinion. Beaucoup de Français sont convaincus que si la droite était majoritaire ce soir, il devrait y avoir des socialistes au gouvernement. C'est un réflexe sage, mais ils n'ont pas bien réalisé que dans la pratique, les choses ne se posent pas dans les mêmes termes. »

« On peut vivre dans les mêmes institutions tout en restant soi-même », a conclu le chef de l'État qui a fait montre, tout au long de sa conversation à bâtons rompus, d'une grande sérénité, ne cessant de répéter : *« Attendons les résultats. »*

Enfin, M. Mitterrand n'a pas écarté l'idée de s'adresser à la France à brève échéance : *« Je serais amené à le faire, il faudrait que j'y pense. »*

ÉLECTIONS

Majorité absolue au R.P.R. et à l'U.D.F.

Les leaders politiques à l'heure de vérité hier : Jacques Toubon a voté à Paris dans le 15e, Raymond Barre à Lyon, Jean-Claude Gaudin à Marseille, François Léotard à Fréjus et Jean-Marie Le Pen dans le 15e.

77 % de votants

Les Français ont plus voté qu'en 1981, mais moins qu'en 1978.

Le taux de participation définitif serait compris entre 77 et 78 % selon une estimation de l'I.F.O.P. Un tel taux serait plus fort qu'en 1981 (70,3 % au premier tour), mais plus faible qu'en 1978 (82,8 % au premier tour). La même tendance était reflétée par les chiffres officiels de participation à 17 heures. Sur l'ensemble de la France, on a légèrement plus voté aux législatives qu'aux régionales.

Meilleur score : la Haute-Saône

A midi, les premières estimations faisaient apparaître une faible participation. Avec 23,66 % (23,47 % aux régionales) de votants, c'était moins qu'en 1978 (27,96 % au premier tour, 31,84 % au deuxième tour) et moins qu'en 1981 (27,62 % et 28,26 %). Certains départements témoignaient hier d'un civisme exemplaire : Haute-Loire (36,3 %), Alpes de Haute-Provence et Ain (32 %). En bas de tableau, Haute-Marne (18,5 %) et Maine-et-Loire (19 %).

A 17 heures, le taux de participation 63,60 % (63,30 % aux régionales) s'inscrivait entre ceux de 1978 (68,89 % au premier tour, 70,33 % au deuxième tour) et ceux de 1981 (58,29 % et 61,44 %).

En tête du palmarès, la Haute-Saône 76,7 %, l'Aude avec 77,7 %, le Cantal 73,1 %, les Alpes de Haute-Provence 72,9 %. En bas de tableau, la région parisienne (55,2 % en Seine-Saint-Denis) et Paris (58,3 %), mais ce sont des départements où l'on vote toujours tard.

L'écart de participation entre les législatives et les régionales se confirme comme étant très faible (0,3 %). Une bizarrerie, en Haute-Vienne, les électeurs avaient à 17 heures plus voté pour les régionales (72 %) que pour les législatives (71,5 %).

Le vote, qui avait commencé mollement dans la matinée (un retard de 4,5 points à midi), s'est donc accéléré au fil des heures.

Cela se confirme région par région :

Bourgogne et Franche-Comté : une forte affluence en fin de journée fait que la plupart des départements ont dépassé leur score de participation de 81 (dix points de plus dans le Jura, huit points de plus en Saône-et-Loire).

Alpes-Maritimes : le taux de participation à 16 h 30 a dépassé celui de 1981 : 59,8 % contre 52,4 %. Taux aux régionales, seulement 59,4 %.

Midi-Pyrénées : 71 % des électeurs inscrits avaient voté à 16 h 30 en Midi-Pyrénées, une participation légèrement inférieure aux élections de 1981.

Normandie : participation sensiblement égale à celle du premier tour de 1981.

Lorraine : L'écart entre les taux de participation aux élections régionales (65,4 %) et au scrutin législatif (66 %) s'accuse en Lorraine, où un département au moins affiche une différence d'un point.

Alsace : L'Alsace atteint la participation enregistrée à la même heure au premier tour de la présidentielle de 1981 : 63 % (12 points de plus qu'au premier tour des législatives de 1981).

Val-de-Marne : Plus de huit points de plus de participation par rapport à 1981 dans le Val-de-Marne, qui a voté à 56,6 % à 17 heures.

Centre : Dans les six départements de la région Centre, les taux de participation au scrutin des législatives sont comparables, voire supérieurs (notamment dans le Loir-et-Cher et le Cher) à ceux du deuxième tour de 1981.

Provence - Languedoc-Roussillon : Les taux de participation sont généralement supérieurs à ceux de 1981. Bouches-du-Rhône : 63 %, Var : 66,5 %, Vaucluse : 67 % pour les deux listes, Gard : 68,70 %, avec des pointes dans les Alpes-de-Haute-Provence (73 %) et la Lozère (77,22 %).

Aquitaine : Le taux de participation à 17 heures était évalué légèrement au-dessous de 70 %. En Gironde, 66,66 % des électeurs avaient voté (contre 60 % en 1981, mais à l'époque les bureaux avaient fermé plus tard).

ÉLECTIONS

Télévision : bataille des fourchettes

Dès 20 heures, TF 1 et Antenne 2 donnaient les premières estimations affinées

Il a fallu attendre plus d'une heure après la fermeture des bureaux de vote pour obtenir, sur TF 1, une estimation Sofres. Hewlett-Packard accordant la majorité absolue des sièges à la coalition U.D.F.-R.P.R. divers droite : soit 292 sièges (137 U.D.F., 148 R.P.R., 7 div. d). Après avoir été crédité, à 20 heures, de 212 sièges, le P.S. est descendu, à 20 h 45, à 204 sièges (plus 2 sièges pour les divers gauche), 42 sièges pour le P.C. et 37 sièges pour le Front national. En pourcentage, la gauche est apparue d'emblée très minoritaire avec 41,5 % des voix (30,9 % pour le P.S., 10,4 % pour le P.C.), selon les estimations de la Sofres, contre 54,5 % à la droite (42 % pour l'U.D.F.-R.P.R., 10,3 % pour le Front national et 2,2 % pour les divers droite). Les écologistes obtenaient 1 %, l'extrême gauche 1,3 % et les divers gauche 1,4 %.

Selon une enquête effectuée à la sortie des bureaux de vote, 83 % des électeurs de François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1981 ont voté à gauche, mais 16 % ont voté à droite : des déçus du socialisme sans doute. Parmi les électeurs de Giscard en mai 1981, 96 % ont voté à droite et 4 % à gauche.

Parmi les motivations de vote : viennent en tête le chômage (46 %), puis l'insécurité (24 %), les libertés (21 %), l'immigration (17 %) et enfin les inégalités sociales (16 %). Les estimations de la Sofres pour TF 1 ont montré également que le vote des salariés se répartit ainsi : 12 % en faveur du P.C., 36 % en faveur du P.S., 36 % en faveur de l'U.D.F.-R.P.R., et 9 % pour le Front national. Les socialistes n'ont pas obtenu davantage de voix chez les salariés que la droite parlementaire.

Qui souhaiteriez-vous voir venir à Matignon ? Toujours selon la Sofres, Jacques Chirac arrive en tête (avec 20 % de voix), suivi de Jacques Chaban-Delmas (16 %), François Léotard (16 %), Simone Veil (7 %). Chez les électeurs de l'U.D.F. ou du R.P.R., Jacques Chirac l'emporte même avec 37 % de voix, suivi de François Léotard (21 %) puis de Valéry Giscard d'Estaing (9 %).

Etes-vous pour ou contre la cohabitation ? Le sondage de la Sofres à la sortie des urnes donne une large majorité aux cohabitationnistes, avec 46 % pour, et 33 % contre la cohabitation. Les électeurs de l'U.D.F. et du R.P.R. dépassent la moyenne nationale, en se déclarant à 49 % en faveur de la cohabitation, contre 37 % qui se disent contre.

L'estimation Bull-B.V.A.

A 20 heures, la première estimation Bull-B.V.A. pour Antenne 2 donne 289 sièges à la coalition R.P.R.-U.D.F. avec une répartition de 149 sièges au R.P.R. et 140 à l'U.D.F., 6 sièges aux divers droite et 33 au Front national. A gauche, le P.C. est à 36 sièges, le P.S.-M.R.G. à 210 et les divers gauche à 3. A 20 h 30, la coalition R.P.R.-U.D.F. est toujours à 289 sièges mais la répartition à l'intérieur de cette union a évolué, 156 sièges pour le R.P.R. et 133 pour l'U.D.F.

En pourcentage la première estimation donne 42,1 % au R.P.R.-U.D.F., 2 % aux divers droite, 9,8 % au F.N., 10 % au P.C., 31,3 % au P.S.-M.R.G., 2 % aux divers gauche et 1,6 % à l'extrême gauche.

A 21 heures, les pourcentages sont les suivants : ils varient peu, R.P.R.-U.D.F. 42 % ; divers droite 2,4 % ; F.N. 10,1 % ; P.S.-M.R.G. 31,6 % ; divers gauche 1,2 % ; P.C. 9, % ; extrême gauche 1,7 %.

Le suspense...

TF 1, la première, a donné une fourchette significative à 20 heures précises, battant sa rivale A 2 de plus d'une minute. Sur la deuxième chaîne on préférait jouer la prudence devant des estimations encore hésitantes.

Alain Denvers, directeur de l'information de TF 1, dont les sympathies pour le parti socialiste sont connues, affichait un sourire satisfait en annonçant que le P.S. (à vingt heures) obtenait presque 31 % des voix. Un optimisme bientôt tempéré par la deuxième « fourchette » de 20 h 45 obligeant Alain Denvers à constater *« une remontée de la coalition R.P.R.-U.D.F. »*.

Antenne 2 rattrapait son retard en donnant la parole la première à deux leaders politiques : Jean-Pierre Chevènement et François Léotard.

Le suspense électoral allait se poursuivre pendant plus d'une heure à la télévision, ponctué par les interventions circonspectes des hommes politiques et des politologues dans l'attente de résultats plus probants.

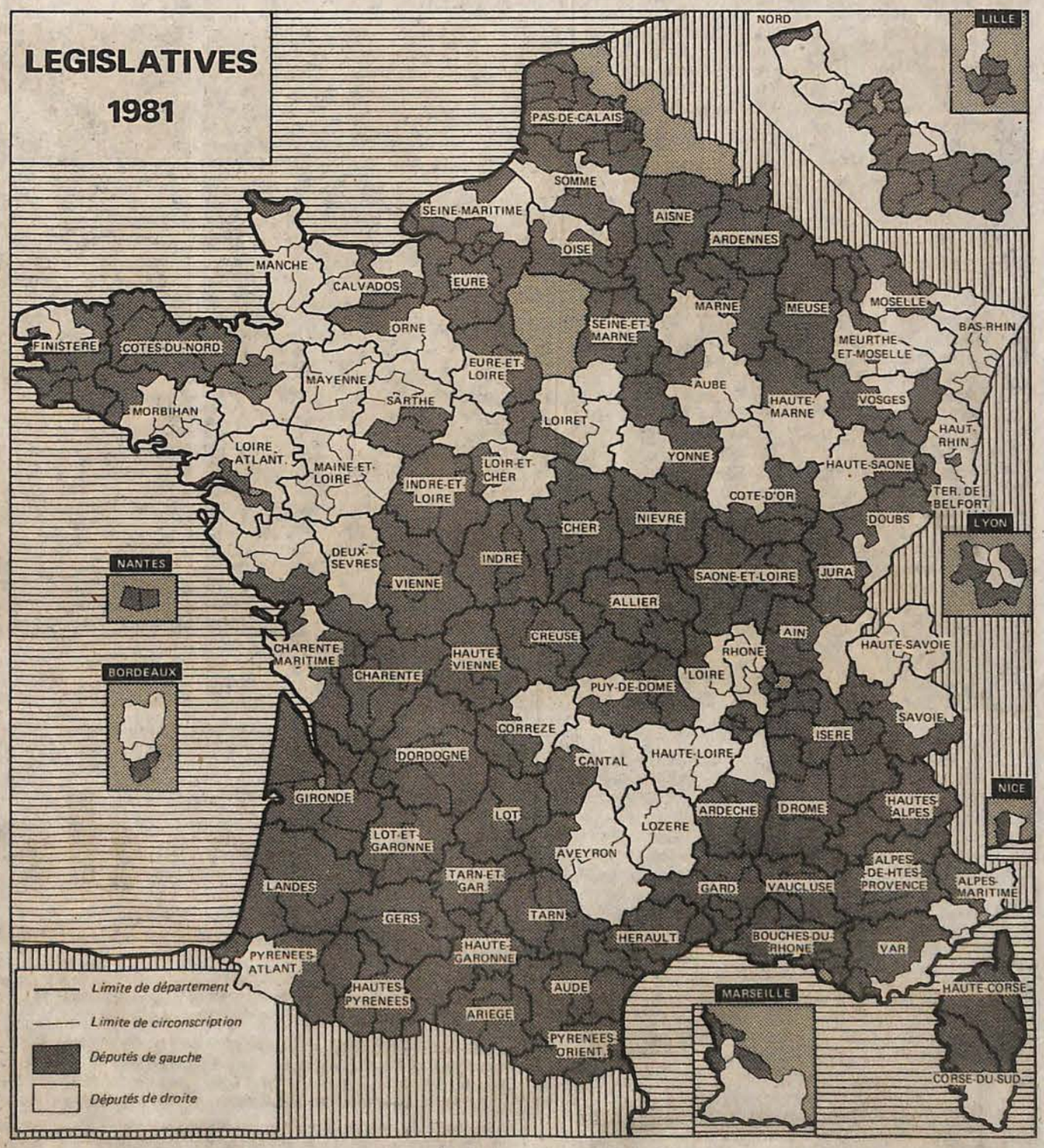
Quelques milliers de privilégiés avaient déjà pu évaluer auparavant ces chiffres serrés. Ceux qui fréquentent régulièrement les couloirs et les buffets des postes périphériques les soirs d'élections prenaient connaissance à huis clos, dès 18 heures, des premières estimations « sorties des urnes ».

Cette fois, « ces carrefours obligés » de la curiosité politique étaient efficacement concurrencés par la réception du *Figaro*, où l'élite du monde des affaires, de l'industrie, des arts et des lettres, avait été conviée à prendre connaissance minute par minute des ultimes sondages et des premières fourchettes.

Captifs jusqu'à 20 heures, comme l'exige la loi, sous un dais installé dans la cour du siège du *Figaro*, avenue Matignon, ces invités acceptèrent de bon cœur cette claustration, conscients de vivre des moments clés.

J. P.

Les résultats de 1981



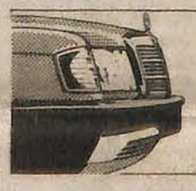
Élections législatives

Juin 1981 (premier tour)

Inscrits	*36 342 827*
Votants	*25 559 133*
Exprimés	*25 191 042*
Abstentions	*10 783 694 (29,7 %)*

Ext. g.	343 721	1,4 %
PCF	4 065 540	16,1 %
PS et MRG	9 432 537	37,4 %
Div. g.	195 641	0,8 %
Ecol.	271 688	1,1 %
RPR	5 249 670	20,8 %
UDF	4 829 329	19,2 %
Div. d.	712 494	2,8 %
Ext. d.	90 422	0,4 %

TEXTOR (durée 3 jours 12 sessions par an)
D-BASE II et III (durée 3 ou 5 jours, 10 sessions par an)
MULTIPLAN (durée 3 jours, 10 sessions par an)
LOTUS 1-2-3 (durée 3 jours, 5 sessions par an)
FRAMEWORK, K-MAN SYMPHONY, OPEN ACCESS (durée 3 jours, 5 sessions par an)
BASIC, PASCAL, PL/1 (durée 5 jours, 8 sessions par an)
STAGES INTER OU INTRA-ENTREPRISE
RENSEIGNEMENTS
Frédérique DOUCHIN
Groupe Sigma
Services Informatiques
18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris
(1) 43.25.63.30
GROUPE SIGMA

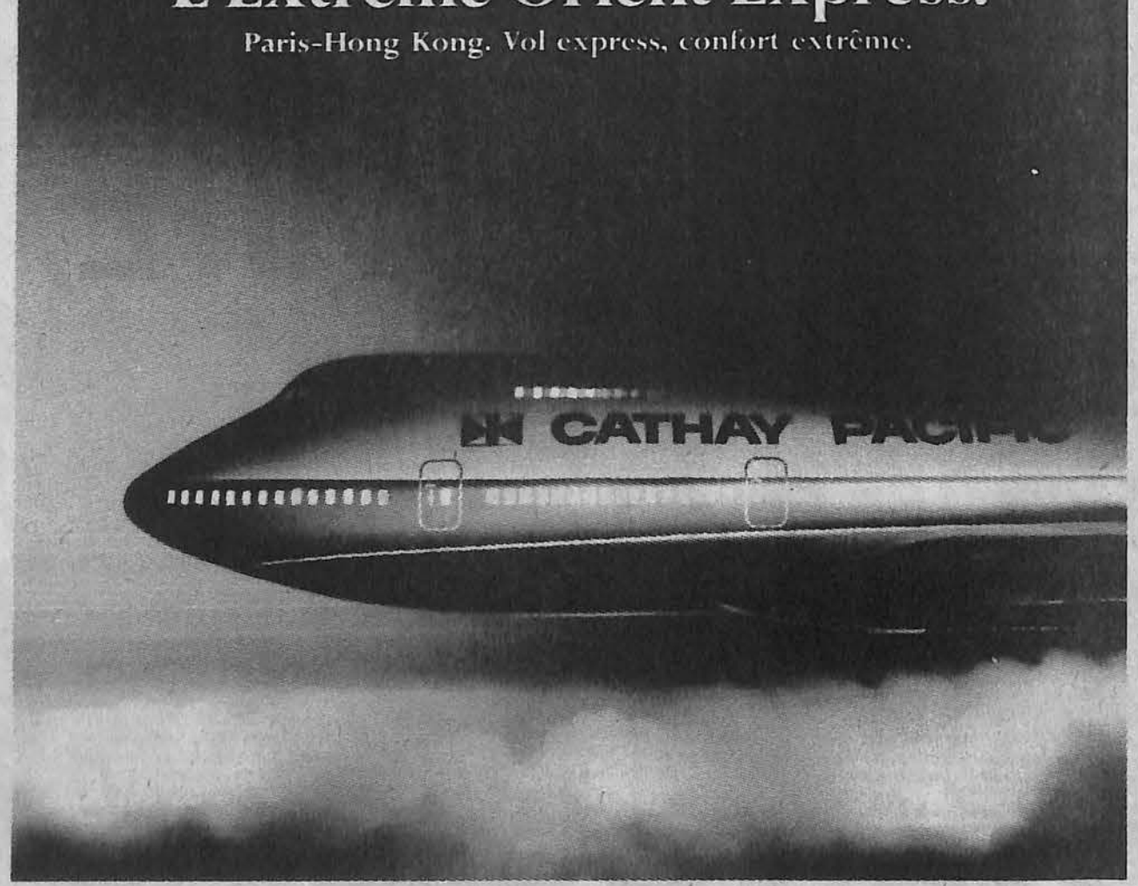


Mercedes
DAC CONCESSIONNAIRE
153 RUE DE COURCELLES
75017 PARIS 43 80 54 54

J'Extrême Orient Express

L'Extrême Orient Express.

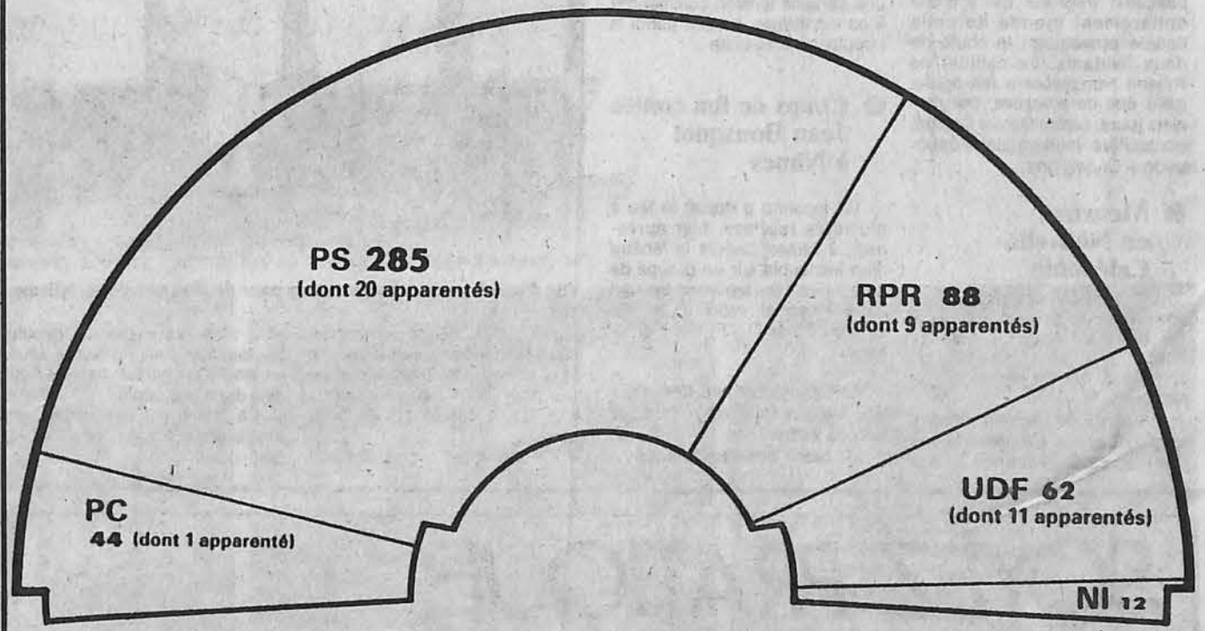
Paris-Hong Kong. Vol express, confort extrême.



Dès le 2 avril, volez de Paris à Hong Kong en temps express. La Cathay Pacific ouvre une nouvelle liaison directe avec une seule escale à Rome. Départs : mercredi et dimanche à 11 heures à partir d'Orly Sud. Sur la Cathay Pacific, confort extrême, courtoisie et cuisine raffinée sont toujours au rendez-vous; pour que vous arriviez au vôtre, en pleine forme. - Cathay Pacific Airways : 42.27.70.05

Arrive in better shape

CATHAY PACIFIC
The Swire Group



Election présidentielle 1981

Premier tour (26 avril 1981)

Inscrits : 36 398 859
Votants : 29 516 082
Exprimés : 29 038 117
Abstentions : 18,9 %

Arlette Laguiller	668 057	2,3 %
Georges Marchais	4 456 922	15,3 %
Huguette Bouchardeau	321 353	1,1 %
François Mitterrand	7 505 960	25,8 %
Michel Crépeau	642 847	2,2 %
Brice Lalonde	1 126 254	3,9 %
Jacques Chirac	5 225 848	18,0 %
Valéry Giscard d'Estaing	8 222 432	28,3 %
Michel Debré	481 821	1,7 %
Marie-France Garaud	386 623	1,3 %

Deuxième tour (10 mai 1981)

Inscrits : 36 398 762
Votants : 31 249 552
Exprimés : 30 350 568
Abstentions : 14,1 %

François Mitterrand	15 708 262	51,8 %
Valéry Giscard d'Estaing	14 642 306	48,2 %

ÉLECTIONS

La dure journée des scrutateurs

Paris, une école, rue Alphonse-Baudin, dans le 11e arrondissement : ces bâtiments exigus ne comptent pas moins de trois bureaux de vote pour les élections législatives et... trois pour les élections régionales. Les assesseurs débordés s'efforcent de canaliser le flux des électeurs. L'un d'entre eux, tout sourire, se précipite vers moi en se frottant les mains : *« Tout va très bien, tout va très bien, les gens semblent avoir parfaitement assimilé l'opération du double vote. »* A peine a-t-il terminé sa phrase qu'un couple vient de faire *« le vote buissonnier »* après avoir déposé leur bulletin dans l'urne *« Elections des députés »*. L'assesseur me quitte précipitamment et se rue vers la sortie pour leur barrer le passage : *« Madame, monsieur, vous avez oublié de voter une seconde fois. »* Le couple, un peu agressé, sursaute et regarde l'incongru d'un air incrédule. Apparemment, il existe encore des irréductibles.

Un peu plus loin, un jeune garçon en survêtement de jogger erre dans le labyrinthe des bureaux. Il vient de voter au bureau 49 et cherche désespérément le 49 bis depuis dix minutes, qui se trouve, contre toute attente, coincé entre le 51 bis et la salle des sciences naturelles... Il accueille comme un sauveur un assesseur qui vient le chercher.

Autre bureau, autre scène de genre. Cette fois, dans le 5e , bureau 19, situé derrière le Jardin des Plantes. Un des assesseurs regarde les cartes d'électeurs avec une certaine émotion et hésite avant de les rendre : *« Vous ne voulez pas nous laisser votre carte ?... » « Oui, vous pourriez revenir la chercher un peu plus tard, vers huit heures, par exemple. »* Sourire complice aux autres assesseurs. Plus tard, mis en confiance, il explique, penaud, le but de la manœuvre : *« Que voulez-vous, avec le beau temps, nous manquons cruellement de personnes pour dépouiller. Surtout qu'il nous en faut deux fois plus, du fait des deux scrutins. Alors je tente le coup... à tout hasard. »*

Un peu plus loin, une dame âgée tempête contre les transports. Elle a mis une demi-heure pour venir, et explique que *« même dans la Drôme, les chauffeurs de taxi, eux, transportent gratuitement pour cette occasion les électeurs âgés. »* Renseignements pris, l'information est tout à fait exacte. Une jeune femme, chauffeur de taxi de Génissieux, et de la dizaine de villages environnants situés à une vingtaine de kilomètres de Romans, a décidé de transporter gratuitement toute la journée les personnes âgées jusqu'au bureau de vote sur simple appel téléphonique, et de les ramener tout aussi gratuitement chez elle, une fois leur devoir accompli. Un taxi civique, en quelque sorte. Si les transports ne sont pas encore gratuits, il existe quand même quelques *« facilités »*. L'agent de police en poste rue des Batignolles regarde d'un air bonhomme les voitures garées sur le trottoir devant la mairie ainsi que celles « rangées » en double et triple file. Dans la mairie, une dame âgée passe bravement devant les assesseurs et ne prend qu'un bulletin parmi les piles. Des assesseurs veulent la forcer à prendre d'autres bulletins. Peine perdue : *« J'ai toujours voté ici et comme ça »*, répète-t-elle en s'enfermant dans son isoloir.

Un citoyen de marque à la mairie du 1er arrondissement : le comédien Yves Montand fait son choix avec le sourire. (Photographie Alain AUBERT.)

Curiosité des touristes

Pour les étrangers en visite dans la capitale, cette animation dominicale donne lieu, parfois, à des quiproquos comiques. Témoin ce groupe de touristes allemands entrés par mégarde dans un bureau de vote dans le IVe arrondissement, croyant tout simplement visiter un des multiples hôtels du Marais. Les assesseurs sont paniqués devant la horde soudaine de géants blonds en short qui commence à saisir les bulletins posés sur la table. Dans un sabir ponctué de nombreux gestes, ils s'efforcent de contenir la soudaine invasion.

« 866 a voté », « 378 a voté », « 926 a voté. » Le président du bureau de vote situé rue des Hospitalières-Saint-Gervais, de sa voix monocorde, récite les incantations d'usage. Jean est architecte. Il vient de voter pour les régionales. Il fait partie de ces heureux *« élus »* qui se félicitent de la simultanéité des scrutins : *« Un vote de raison et un vote de cœur, comme en Allemagne. »* Il vient donc de voter à gauche pour les législatives et la liste *« La France en tête »* de Marie-France Garaud, pour les régionales. Qu'est-ce qui l'a décidé à voter pour cette dernière ? *« Quand j'ai vu le graphisme et le lettrage de la liste U.D.F., je n'ai pas aimé. »* A quoi ça tient...

En fait, la journée s'est passée relativement calmement, à part quelques incidents ou quelques tensions. Ainsi, à Vincennes, un électeur constatant qu'un bulletin R.P.R. portait une marque suspecte propre à le faire annuler, et en faisant l'observation à un assesseur, s'est attiré cette réponse : *« Moi, cela ne m'intéresse pas. Je suis socialiste. »* Tel que. Où cette curieuse confusion à Sarcelles qui enrichit le petit glossaire de la fraude électorale : des bulletins pour les élections régionales avaient été glissés par *« mégarde »* dans la pile des bulletins pour les législatives.

Joseph MACE-SCARON.

Les réactions dans les partis

Chirac : les Français ont censuré la majorité sortante

Le président du R.P.R. a fait hier soir la déclaration suivante : « Malgré un scrutin proportionnel dont l'objectif, à l'évidence, était d'empêcher toute majorité nouvelle dans notre pays, les Français ont choisi. Ils ont censuré la majorité sortante socialiste et communiste. Ils ont confié au R.P.R. et à l'U.D.F. la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Dès lors, les Français ont manifesté leur volonté : voir se constituer un gouvernement nouveau. Ils ont décidé par là même que ce gouvernement devrait mener une politique nouvelle, celle que le R.P.R. et l'U.D.F. ont proposée à leurs suffrages et qu'ils ont approuvée en leur donnant la majorité. Maintenant, c'est à tous les responsables de notre pays d'assurer le respect de la volonté populaire et de la mettre en œuvre sans faiblesse. »

« La nouvelle majorité, consciente de la mission dont le peuple français vient de l'investir, se sent désormais responsable devant lui, sans sectarisme ni esprit de revanche, cela va de soi. Elle est responsable du redressement et de l'avenir de notre pays. Les élections sont passées, le choix est fait, il s'agit maintenant pour tous les Français, quelle que soit leur opinion, de se rassembler pour participer aux nécessaires efforts de renouveau qu'exige la situation de la France. »

● Barre : « Désaveu »

Raymond Barre a déclaré hier soir : « Le désaveu est incontestable, il atteint non seulement l'ancienne majorité mais aussi le président de la République, premier responsable de la politique menée depuis cinq ans. C'est la première fois que, sous la Ve République, un président perd les élections législatives. »

« Je ne ferai rien qui puisse, de quelque façon, perturber l'action que mèneraient ceux qui, dans la nouvelle majorité, accepteront la responsabilité de gouverner. Je souhaite que la France puisse retrouver le plus rapidement possible la cohésion de ses institutions. »

● Valéry Giscard d'Estaing : « Alternance ferme »

L'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, s'est déclaré en faveur « d'une alternance ferme et raisonnable, sans rancune et sans rancœur. Il ne s'agit pas d'une victoire du peuple de droite mais d'une chance de faire redémarrer la France.

» Ce que je crains le plus, c'est que les circonstances politiques laissent passer la chance économique qui s'offre à nous. S'il n'y avait pas eu de changement de la loi électorale, le résultat serait et et la France serait gouvernable.

» Je souhaite que nous effacions nos différences et que nous organisions une véritable union pour l'action ».

● Jacques Chaban-Delmas : « Tout reposera sur le respect des institutions »

« Le pouvoir est battu. Et l'union de l'opposition emporte la majorité à l'Assemblée nationale. Il convient donc maintenant que la politique, la nouvelle politique, destinée à développer l'économie et à réduire le chômage, soit mise en place sans tarder, dans un esprit à la fois d'efficacité et de solidarité. Qu'on ne s'y trompe pas. Tout reposera sur le respect des institutions de la Ve République. Le président, le gouvernement, la nouvelle majorité parlementaire auront à tenir leur rôle constitutionnel et à s'y tenir. Ce sont là les conditions indispensables pour que dans les deux années qui viennent, la France puisse repartir. Le gouvernement,

● Jacques Toubon : « la gauche la plus basse »

Pour le secrétaire général du R.P.R. : « La gauche n'a jamais été aussi basse depuis le début de la Ve République alors que le parti socialiste a exercé pendant cinq ans un pouvoir sans partage.

Malgré la proportionnelle, qui est faite pour rendre l'Assemblée ingouvernable, la stratégie de l'union de l'opposition R.P.R.-U.D.F. nous permet d'obtenir la majorité parlementaire.

Nous avons ainsi répondu au défi de la proportionnelle. »

● Charles Pasqua : « On gouverne »

Le sénateur R.P.R. a déclaré : « Nous avons privilégié l'union. L'important, c'est d'avoir la majorité absolue. L'objectif est atteint. Quand on a une majorité, on gou-

Nous avons réussi à éviter le piège de la proportionnelle... La majorité, nous l'avons. La France sera gouvernée » précise le délégué national de l'U.D.F.

● Simone Veil : « Matignon ? C'est à voir »

Interrogée sur ce qu'elle ferait si le président de la République lui proposait de diriger le gouvernement, Simone Veil a répondu : *« Les choses sont à voir. C'est au président de savoir qui il veut contacter (...). Ce qui est indispensable, c'est que la majorité soit entièrement d'accord sur le choix de son premier ministre. »*

● Laurent Fabius : « Notre fierté »

« Les listes pour la « majorité de progrès » avec le président de la République, composées essentiellement du parti socialiste et du mouvement des radicaux de gauche, ces listes obtiennent un score tout à fait honorable. L'heure aujourd'hui doit être à la fierté pour l'œuvre que nous avons déjà accomplie avec le président Mitterrand.

» Il y aura d'autres échéances et nous sommes plus que jamais le grand mouvement de l'espoir. »

● Lionel Jospin : « Première force »

« Le P.S. est la première force politique du pays, a affirmé le pre-

aggraver la situation des salariés. Ce résultat provient de la politique qui a été menée, qui a déçu les gens qui avaient contribué à vaincre la droite en 1981. »

● Jean-Marie Le Pen : « Rompre avec le socialisme »

Le parti socialiste ne représente desormais plus dans ce pays que trois Français sur dix. Le Parti communiste est descendu au-dessous de la barre des 10 % et le Front national a donc atteint son premier objectif : battre le parti communiste.

Malgré les rodomontades de l'U.D.F. et du R.P.R. l'opposition parlementaire n'atteint pas la majorité qu'elle avait pourtant annoncée à son de trompes. L'opposition obtient avec nous, une large majorité. Sans les exclusives lancées par l'opposition parlementaire, elle disposerait des moyens de gouverner la France et de rompre avec le socialisme.

● Jean-Pierre Stirbois : « Trois faits importants »

Commentaire du secrétaire général du Front national : « Les premiers résultats traduisent trois faits importants : défaite de la gauche, échec certain pour

Mort de Jean Letourneau

Jean Letourneau *(à droite)* avec le président Georges Bidault.

l'hôpital du Val-de-Grâce.

Il avait commencé sa carrière politique en 1945 comme délégué de la Sarthe à la première Assemblée constituante. Il est élu à l'Assemblée nationale en 1946 et réélu en 1951 sous les couleurs du M.R.P.

Ministre des P.T.T. en 1946, ministre du Commerce en 1947, de la Reconstruction et de l'Urbanisme en 1947, de la France d'outre-mer en 1949, ministre d'Etat chargé de l'Information en 1950, c'est à ce moment qu'il va pouvoir donner la mesure de ses qualités d'homme d'Etat.

En 1950, il est nommé ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés d'Indochine, poste qu'il occupera jusqu'en 1953. En avril 1952, il est chargé des fonctions de haut commissaire en Indochine, dans une situation qui devient extrêmement

Tous ceux qui l'ont connu à cette époque se souviennent d'un homme calme, ouvert au dialogue mais énergique. Dans une situation pratiquement sans espoir, il a su, jusqu'au bout, redonner confiance à ses subordonnés civils et militaires.

Il avait mis fin à ses activités politiques au moment du drame algérien. Il était cependant intervenu dans le récent débat sur la liberté de la presse, notamment par un article paru dans *Le Figaro*.

Jean Letourneau était officier de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de la rosette de la Résistance.

Il était le beau-père de notre collaborateur Patrice Desaubliaux.

A sa famille, la rédaction du *Figaro* présente ses condoléances attristées.

ACCOSTEZ AU

CAVIAR, SAUMON...
POISSONS FUMÉS
RENNE, ÉLAN...

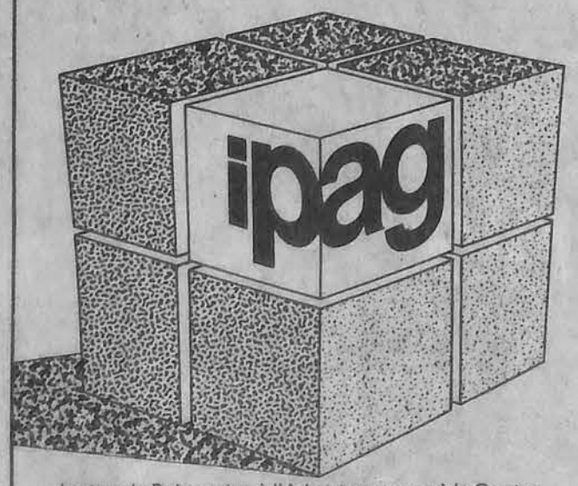
Boutique PRIX MOYEN 130 F

RESTAURANT SCANDINAVE
70, RUE MAZARINE - 75006 PARIS
Réservations : 46.34.75.01/02

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
25, avenue Matignon, PARIS-8e
Jean de Mortemart
Tél. : 42.56.80.00, Poste 473

sport auto CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'IPAG, la pré-entreprise, c'est connu et reconnu!



L'IPAG est autorisé à délivrer un diplôme visé par le Ministre de l'Education Nationale (JO du 19-11-1985).

• Sa vocation : former à la gestion des hommes et des femmes capables d'affronter les réalités d'aujourd'hui et de s'adapter aux réalités de demain, des gagneurs !

• Sa formation : 4 années d'études en alternance, 6 périodes de formation à l'école et 6 périodes de travail en entreprise.

• Sa spécificité : une collaboration permanente avec les entreprises.

• Son résultat : le diplômé IPAG est un cadre immédiatement opérationnel ; il est déjà un professionnel responsable avec une expérience d'entreprise de dix huit mois ; il est capable d'évoluer rapidement au sein d'une entreprise.

ipag : la pré-entreprise

184, boulevard Saint Germain
75006 - Paris ☎ (1) 42 22 08 55

Institut de Préparation à l'Administration et à la Gestion
Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat

Comme tout le laissait à penser, des incidents se sont produits en Guadeloupe au cours de la nuit de samedi à dimanche à quelques heures de l'ouverture des bureaux de vote. Hier à 9 heures, lors d'un premier bilan et alors que les autorités s'attendaient à une journée difficile, la préfecture faisait état de dix-huit barrages nocturnes sur l'ensemble du département et de trois incendies volontaires dans les mairies du Moule, de Gosier et de Lamentin.

Ces manifestations violentes sont à l'évidence le fait de militants indépendantistes de l'U.P.L.G. (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe) qui, tout au cours de la campagne électorale, a appelé à l'abstention. D'ailleurs trois de ses militants dont un professeur de chimie de l'université Antille-Guyane de Pointe-à-Pitre étaient toujours gardés à vue dimanche. Ils avaient été interpellés vendredi soir lors d'un court affrontement entre les forces de l'ordre et un groupe d'indépendantistes qui venaient d'enflammer un barrage à l'entrée de la commune de Gosier.

Il n'y a donc pas eu de surprise : pneus incendiés, arbres abattus et barrages se sont multipliés sur l'île dimanche avant l'aube, mais à la différence de ceux qui avaient paralysé la Guadeloupe en juillet 1985 lors de violentes manifestations consécutives à la grève de la faim de Georges Faisans, militant indépendantiste alors emprisonné à Fresnes, ces barrages n'étaient pas tenus. Aussitôt constitués, ils étaient abandonnés par ceux qui les avaient mis en place avant d'être dégagés par les forces de l'ordre.

Contrairement aussi à ce qui se produisit en juillet, Maurice Saborin, préfet, disposait ce week-end de renforts très importants. Un P.C. de crise avait été mis en place à Basse-Terre et le département était littéralement quadrillé par les C.R.S., gendarmes mobiles, policiers et même par certains éléments locaux de l'armée. Reste que dimanche à l'ouverture des bureaux de vote, la situation n'était pas tout à fait normale. Dans plusieurs communes des bulletins de vote, des urnes et des listes d'électeurs avaient été incendiés ou volés. Il fallut attendre 11 heures pour que l'ensemble de ces bureaux soit ouvert au public.

L'épreuve de force se poursuivait entre les indépendantistes et les représentants de l'Etat, chacun d'ailleurs s'accordait à reconnaître que le taux de participation était le véritable enjeu de ce scrutin même si depuis toujours des électeurs guadeloupéens se sont singularisés en se désintéressant des consultations électorales. Au premier tour des élections législatives de 1981, moins de 25 % d'entre eux s'étaient rendus aux urnes.

H.P.

Violences en Guadeloupe

Dans plusieurs communes, des urnes, des bulletins de vote et des listes d'électeurs ont été incendiés ou volés.

POINTE-A-PITRE :
Hubert PERRIN

Deux attentats en Martinique

Deux attentats à l'explosif non revendiqués ont été perpétrés en Martinique durant la nuit de samedi à dimanche.

Le premier attentat a eu lieu au musée de l'impératrice Joséphine aux Trois-Ilets. Un engin de forte puissance a détruit en partie le musée et une maison d'habitation située au voisinage. La maison n'était pas habitée. Les dégâts sont importants.

Le second s'est produit dans un grand magasin de meubles situé au Lamentin (8 km de Fort-de-France) où les dégâts ont été évalués à 100 000 F. Selon les enquêteurs, l'engin explosif de faible puissance avait vraisemblablement été placé pendant la journée à l'intérieur du magasin, détruisant une partie du stock de meubles.

forçant de rassembler le maximum de Français en les appelant à participer à l'effort commun. Tel est l'impératif catégorique pour demain. Si l'on ne se conduisait pas de la sorte, ce serait une mauvaise action à l'égard de la France. La France repartant, la France sûre d'elle-même, comme elle peut l'être, c'est la seule question qui se pose.

● Jean Lecanuet : « Programme difficile à appliquer »

« Deux Français sur trois ont condamné la politique du président de la République », a déclaré le président de l'U.D.F.

C'est la première fois que la politique d'un président est rejetée à l'occasion d'un vote pour l'élection de députés. « Il sera sans doute difficile d'appliquer un programme libéral et social de reconquête de l'emploi, d'élan de l'économie, avec un président socialiste ». « C'est M. Mitterrand qui nous a mis dans la situation que nous constatons ce soir, par sa gestion d'une part et deuxièmement par la proportionnelle qui déroute les Français ».

● Méhaignerie : « La minorité est devenue majorité »

Pour le président du C.D.S. : « La minorité est devenue la majorité. (...) Le mode de scrutin était volontairement fait pour empêcher qu'une majorité apparaisse. »

● François Léotard : « Majorité plus difficile »

« M. Mitterrand a rendu les choses obscures, affirme le secrétaire général du parti républicain. En cinq ans, il a réussi la prouesse historique d'avoir introduit les communistes au gouvernement et l'extrême-droite au Parlement et tout cela avec un mode de scrutin qu'il a instauré lui-même et qui rend l'émergence d'une majorité un peu plus difficile que jadis. Avec les mêmes chiffres, dans un mode de scrutin majoritaire, il y aurait aujourd'hui une large majorité. »

● Alain Madelin : « Nous avons réussi »

« Les Français ont essayé le socialisme, ils ne l'ont pas adopté.

● Jean-Pierre Chevènement : « La barre des 30 % »

« Pour la première fois le parti socialiste franchit la barre des 30 % et sa montée est destinée à s'accentuer, se rassure le ministre socialiste de l'Éducation nationale. Ceux qui ont assumé les responsabilités du pouvoir ont gagné. »

● Jean Poperen : « Premier parti »

« Le P.S. apparaît comme le premier parti de France, la grande force de rassemblement, a déclaré le numéro deux du P.S. Le P.S. est confirmé, consolidé. La large majorité dont se réclamaient les gens de la droite, elle n'existe pas. »

● André Lajoinie : « Mauvais pour les travailleurs »

Le président du groupe communiste à l'Assemblée affirme : « Cela va être mauvais pour les travailleurs et les Français, cela va

« C'est la fin du double langage pour l'opposition parlementaire U.D.F.-R.P.R., ces deux partis ne peuvent pas constituer une majorité de cohabitation, car il faut retrancher les députés baristes. »

● Henri Fiszbin : « Résultats prometteurs »

Henri Fiszbin, communiste dissident : « Le résultat médiocre du P.C. est la démonstration que la mobilisation du peuple de gauche, parmi lequel l'électorat communiste, déçu du P.C., a été effective et efficace. La force de majorité de progrès que nous avons voulue est tout à fait prometteuse. La gauche de ce pays est loin d'avoir dit son dernier mot. »

● Harlem Désir : « Cancer »

Harlem Désir, le fondateur du mouvement S.O.S. Racisme, a estimé que le score réalisé aux élections législatives par le Front national, environ 10 % des voix, montrait qu'il existait désormais « un kyste permanent dans la société française ».

ÉLECTIONS

Et maintenant que va-t-il se passer ?

Des scénarios probables, possibles ou surprenants.

PAR PIERRE PELLISSIER

Et maintenant, que va-t-il se passer ?

Et maintenant comment François Mitterrand va-t-il réagir ; que va lui inspirer l'échec de ses amis, l'indiscutable refus du socialisme et son inévitable contrepartie qu'est la victoire libérale.

Il ne manque pas de solutions que l'on peut classer en probable, possible ou surprenante ; trois graduations dans les réactions éventuelles qui ne peuvent toutefois être décryptées qu'à l'aide de quatre clés très particulières, sorte de passe-partout ouvrant les portes de l'avenir, les sésames des scénarios pour demain. Quatre clés qu'il faut soigneusement examiner et sous-peser :

① Les données institutionnelles

C'est un simple rappel, en fait, des règles constitutionnelles qu'il ne faut absolument plus perdre de vue car elles vont avoir désormais un rôle majeur, notamment par les interprétations qui en seront faites. Il en est une en tout cas qui ne prête absolument pas à discussion, c'est même une des règles essentielles : le président de la République nomme le premier ministre... Ce qui est plus ambigu, c'est la façon dont le premier ministre peut ou doit sortir de son temps achevé. Ce qui nous place inévitablement devant nos trois hypothèses :

● **PROBABLE** : une démission de Laurent Fabius au prochain Conseil des ministres, c'est-à-dire dès mercredi. Ce serait parfaitement conforme aux usages. Le gouvernement, en attendant la relève, se contente de gérer les affaires courantes ... Ce qu'il aurait dû faire depuis trois ou quatre semaines déjà en se gardant de multiplier les nominations aussi abusives que choquantes d'amis à recaser d'urgence.

● **POSSIBLE** : Laurent Fabius décide de passer immédiatement la main ; il donne donc sa démission dès aujourd'hui – on a déjà évoqué une audience à l'Elysée pour 17 heures – d'autant plus possible que François Mitterrand peut avoir lui aussi envie d'aller vite ; ne serait-ce que dans la perspective des prochains rendez-vous internationaux et surtout communautaires où il serait préférable qu'il soit doté d'un gouvernement pour être crédible.

● **SURPRENANT** : Ou bien laurent Fabius ne démissionne pas, ou bien sa démission est refusée et l'on attend en toute innocence la rentrée parlementaire, c'est-à-dire l'installation de la nouvelle majorité. Un idée assez saugrenue, souvent évoquée pourtant, qui n'est donc pas à écarter, même si elle ne relève surtout de la provocation ; provocation à l'égard de l'opinion dont le verdict serait méprisé puis à l'égard de la nouvelle majorité parlementaire qui serait, elle, ignorée. Cette attitude tendrait surtout à compromettre les chances de la coexistence.

② Les données gouvernementales

Sous cette appellation apparaît la suite des opérations, que ce soit aujourd'hui mercredi ou le 2 avril, il faudra bien un nouveau gouvernement. Donc de nouveaux hommes chargés de mettre en application la nouvelle politique. Avec toujours nos trois réactions éventuelles.

● **PROBABLE** : Le président de la République appelle le leader du groupe parlementaire le plus important de la nouvelle majorité. Cela serait l'hypothèse la plus souvent prise en cause : Jacques Chirac. Celle qui a sans doute été la mieux préparée aussi du temps où R.P.R. et U.D.F. étaient dans l'opposition. Bref, cela signifie un gouvernement homogène R.P.R.-U.D.F. que l'on pourrait connaître en moins de quarante-huit heures, et qui tiendrait son premier Conseil des ministres le 26 mars.

● **POSSIBLE** : François Mitterrand, qui n'est jamais en retard d'une manœuvre de haute politique, style IV[e] République – une période à laquelle il faut toujours se référer pour décrypter les plus curieuses de ses initiatives – choisit un autre opposant. Sûrement pas au R.P.R. que Jacques Chirac a suffisamment en main pour être efficace, même depuis les coulisses. Mais il va le chercher à l'U.D.F. Si l'on tient pour peu sérieuse l'hypothèse Monory comme quelques autres, il ne faut pas oublier Simone Veil, toujours outsider, mais surtout Valéry Giscard d'Estaing qui est une sorte d'atout maître pour François Mitterrand s'il veut brouiller les cartes.

● **SURPRENANT** : le président de la République plonge la main au fond d'un chapeau haut de forme et en sort un lapin blanc. Technocrate inconnu ou chef d'entreprise respecté. Un portrait-robot souvent tracé lui donne le profil et l'envergure de Jean Riboud, récemment décédé. A vrai dire, nous revenons à la notion de provocation, compte tenu du résultat des élections. Cette hypothèse – qui n'a rien d'anticonstitutionnelle, notons-le – mais vraisemblable en cours de législature ou quand ne se dégage pas de majorité cohérente, ce qui n'est pas le cas. A tout autre moment, cela relève de l'indécence.

③ Les données présidentielles

Ce sont celles qui sont directement liées au comportement personnel de François Mitterrand, parfaitement imprécis dans ses intentions dans la mesure où le président, en quelques semaines, a tout dit et son contraire. Qu'il ne resterait pas inerte, qu'il était élu pour sept ans, qu'il préférait renoncer à ses fonctions, qu'aux compétences de ses fonctions, qu'un raz de marée de l'opposition le pousserait à partir... Trop de variations sur un thème connu pour privilégier une attitude éventuelle par rapport à une autre. Pourtant...

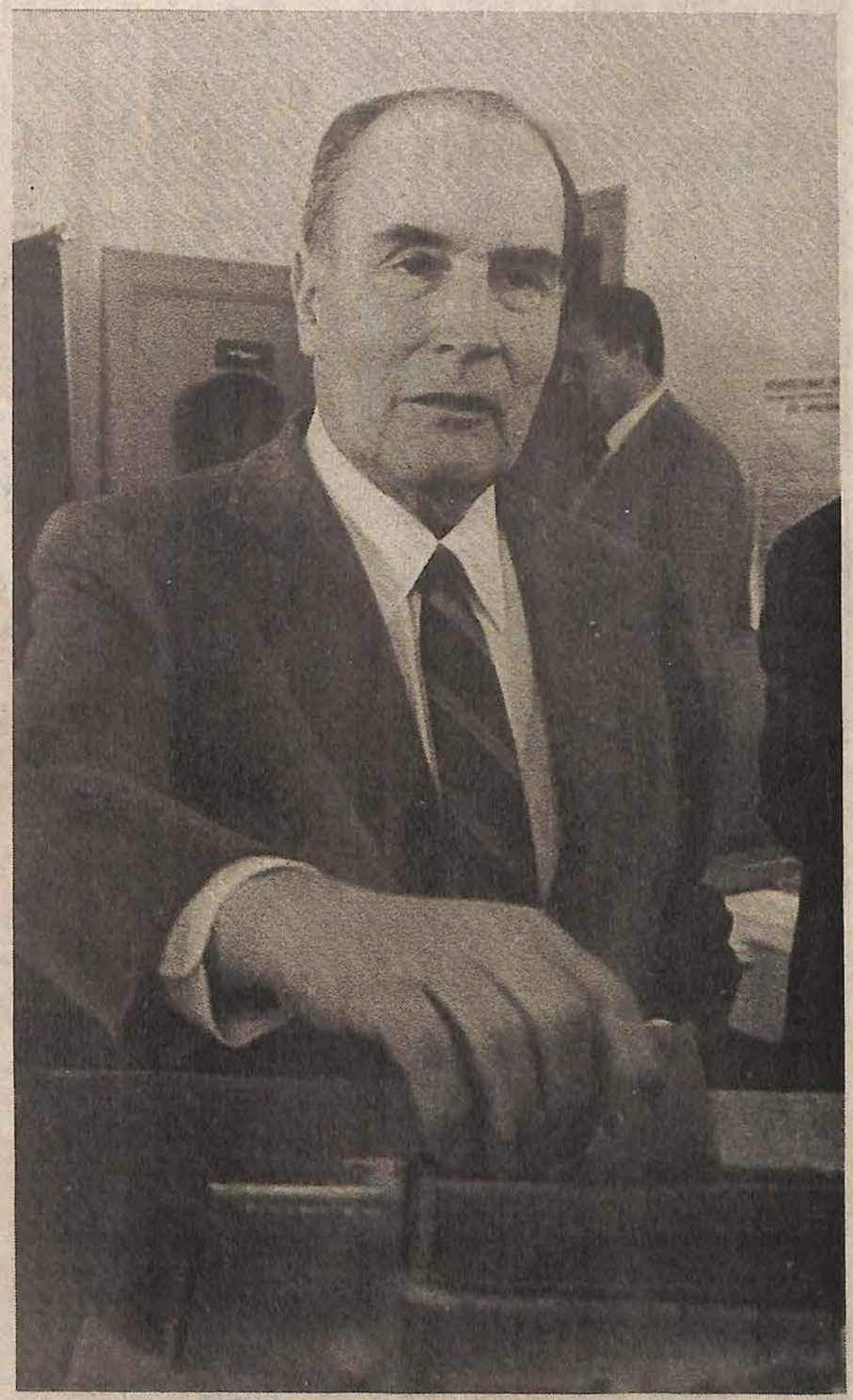
● **PROBABLE** : François Mitterrand se résigne à jouer le jeu. Il tient à durer deux ans encore. Parce qu'il n'a aucun goût naturel pour la démission ; parce qu'il a depuis longtemps oublié qu'en 1981 les Français ne l'avaient pas choisi mais avaient surtout émis un vote de refus ; parce qu'il tient aussi à laisser une trace dans l'Histoire. Alors, pourquoi pas celle de l'homme des alternances tranquilles. Celui qui a pris la France dans le régime libéral et après une croisière agitée en mer socialiste, la ramenée au port libéral ; bien abîmée certe, mais toujours à flots. On voit mal d'ailleurs quel autre parcours donnerait à François Mitterrand sa place dans l'Histoire contemporaine.

● **POSSIBLE** : François Mitterrand reste. Mais joue le conflit à court terme. Il accepte les dénationalisations, le démantèlement des lois Auroux, le retour à une justice digne de son nom... Bref, le contraire de ce qu'il a voulu ; tout ce que ses amis, tel Laurent Fabius ou Pierre Bérégovoy, prétendent qu'il refusera. Il se garde une ou deux possibilités de conflit, en matière de politique étrangère ou de compétence. Et si l'opposition ne réussit pas complètement dans son entreprise de redressement, il profite d'une faiblesse passagère pour briser le jeu. Cela peut arriver dès l'automne.

● **SURPRENANT** : La démission immédiate de François Mitterrand. Et là encore, puisqu'il a tout annoncé, tout est possible, y compris le plus invraisemblable. Il avait été dit, c'est vrai, qu'il pourrait partir immédiatement en cas de raz de marée de l'oppsition. Les chiffres généralement acceptés étaient le P.S. au-dessous de 25 %, et l'oppostion à 58 % environ. Nous savons ce qu'il en est...

Ainsi, détient-on une gamme de solutions en partant de la plus vraisemblable pour finir à la plus délirante. En allant donc de la nomination d'un nouveau premier ministre qui devrait être Jacques Chirac dès cette semaine, jusqu'à la démission de François Mitterrand. Avec une variante qui est elle aussi la plus vraisemblable : un gouvernement Chirac qui, s'il venait à faillir à sa tâche, ou à se diviser, pousserait François Mitterrand, toujours habile, à jouer de l'impuissance ou de la division, à dissoudre l'Assemblée nationale, cela dès l'automne 1986. Une seule chose est certaine : l'imaginaire aussi à ses limites et c'est bien dans l'un des scénarios ainsi énumérés que se trouve, à coup sûr, l'avenir politique de la nouvelle majorité.

P. P.



François Mitterrand a voté, hier, à Château-Chinon, ville dont il a été le maire pendant plus de vingt ans. Interrogé sur le proche avenir de la République, le président a répondu : «*Il y aura un gouvernement et un président.*»